



Cartographie de l'engagement de la diaspora MAURITANIE

Faits et chiffres

Terminologie : Mauritaniens de l'extérieur

Droits politiques



Double nationalité



Droit de vote aux élections nationales pour les citoyens résidant à l'étranger¹



Vote depuis l'étranger



Transferts



Transferts de fonds en pourcentage du PIB : **0,87%**

Transferts de fonds (en millions d'USD):
94,54

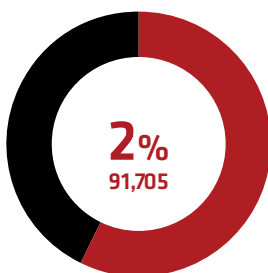
Émigration



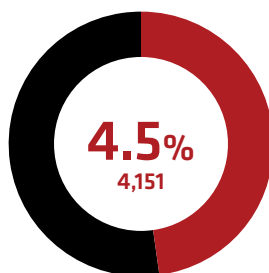
% d'émigrants dans la population totale



dont % dans l'UE



♂ 57.3%
♀ 42.7%



♂ 70.9%
♀ 29.1%

Avertissement

Étant donné que les définitions de la diaspora varient considérablement, nous avons choisi d'utiliser des données comparables sur l'émigration comme indicateur. Ces données n'incluent pas tous ceux qui se considèrent comme faisant partie de la diaspora et ne sont pas nécessairement alignées avec les définitions nationales de la diaspora. Les données sur l'émigration proviennent de l'[UNDESA](#) (2024) et les envois de fonds de la [Banque mondiale](#) (2024).

Principaux pays de destination



Sénégal	47,547
Mali	27,160
gambie	3,992
Congo	3,111
Belgique	3,018

¹ Le droit légal a été obtenu, mais la présence de bureaux à l'étranger est limitée (voir section Obstacles).

Aperçu du cadre politique et législatif



- 2009** ● La **loi organique n° 2009-022 du 2 avril 2009 fixant les dispositions spéciales relatives au vote des Mauritaniens établis à l'étranger** donne à tout citoyen mauritanien établi à l'étranger le droit de s'inscrire sur la liste électorale. Elle stipule également que des opérations électorales (vote) doivent être organisées dans les pays où sont établis au moins 100 Mauritaniens inscrits sur la liste électorale.
- 2010** ● La **stratégie nationale pour une meilleure gestion de la migration (SNGM)** aborde un certain nombre de questions relatives à l'engagement de la diaspora, comme les besoins suivants : améliorer les services rendus à la diaspora en créant une structure de dialogue fédérant les différentes organisations de la diaspora ; disposer d'une meilleure compréhension des effectifs et de la répartition géographique de la diaspora ; améliorer la réactivité de l'État pour répondre aux situations difficiles des citoyens de l'extérieur ; créer une représentation officielle de la diaspora afin de mieux intégrer les préoccupations de la diaspora dans les politiques nationales ; procéder à un recensement des Mauritaniens de l'extérieur ; soutenir des « projets de codéveloppement » qui impliquent des organisations de la diaspora dans une coopération décentralisée avec les communautés locales ; et faciliter et réduire les coûts des transferts de fonds.
- 2016** ● La **stratégie nationale de croissance accélérée et de prospérité partagée (SCAPP) 2016 – 2030** souligne brièvement (dans le contexte de rendre le pays attractif pour les investisseurs étrangers) la nécessité de créer des conditions d'investissement attrayantes pour la diaspora, tout en reconnaissant (dans le cadre de l'objectif d'amélioration de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique) l'implication de la diaspora dans le domaine de l'encadrement des thèses. Par ailleurs, le second **Plan d'action de la SCAPP (2021 – 2025)** comprenait l'élaboration d'une stratégie d'engagement de la diaspora parmi ses activités.
- 2021** ● La **loi n° 2021-016 portant modification de certaines dispositions de la loi n° 61-112 du 12 juin 1961, modifiée, portant code de la nationalité mauritanienne** autorise les Mauritaniens de l'extérieur à conserver leur nationalité suite à l'acquisition d'une nationalité étrangère (Article 30). La loi révisée empêche également les personnes ayant la double nationalité d'exercer des fonctions publiques (Article 31).¹
- 2024** ● 2024 L'**arrêté conjoint n° 000140** émanant du ministère des Affaires étrangères et du ministère de l'Intérieur aurait dressé une liste des pays autorisés à organiser le vote pour la diaspora.² Il n'autorisait qu'un seul bureau de vote par continent, alors que la loi organique n° 2009-002 stipulait que le vote devait être organisé dans les pays où sont établis au moins cent électeurs inscrits.³ Cela a empêché de nombreux électeurs de la diaspora éligibles, y compris certaines des plus grandes communautés du Sénégal et du Mali, d'exercer leur droit de vote.⁴ Le gouvernement aurait publié cet arrêté en raison du manque de ressources pour permettre le vote de la diaspora.⁵

1 Le360 Afrique, *Mauritanie : la double nationalité enfin autorisée, mais impossible de se faire élire*, 20 juin 2021. Disponible sur : <https://afrique.le360.ma/mauritanie/politique/2021/06/20/34686-mauritanie-la-double-nationalite-enfin-autorisee-mais-impossible-de-se-faire-elire-34686/> [Consulté le 7 novembre 2024].

2 Mali Actu, *La diaspora mauritanienne exclue du droit de vote : un enjeu majeur avant les élections présidentielles de juin 2024*, mai 2024. Disponible sur : <https://maliactu.net/la-diaspora-mauritanienne-exclue-du-droit-de-vote-un-enjeu-majeur-avant-les-elections-presidentielles-de-juin-2024/> [Consulté le 7 novembre 2024].

3 IRA France-Mauritanie, *Des Mauritaniens Empêchés de Voter*, 17 mai 2024. Disponible sur : <https://irafrance-mauritanie.org/2024/05/17/des-mauritaniens-empeches-de-voter/> [Consulté le 7 novembre 2024].

4 IRA France-Mauritanie, *Des Mauritaniens Empêchés de Voter*, 17 mai 2024. Disponible sur : <https://irafrance-mauritanie.org/2024/05/17/des-mauritaniens-empeches-de-voter/> [Consulté le 7 novembre 2024].

5 Afrik.com, *Mauritanie: la diaspora privée du droit de voter*, avril 2024. Disponible sur : <https://www.afrik.com/mauritanie-la-diaspora-privee-du-droit-de-voter> [Consulté le 7 novembre 2024].

Pratiques

Explorez plus de 520 pratiques par pays,
ODD ou secteur d'engagement dans la
[base de données interactive](#) !



Mobilisation stratégique de la diaspora pendant l'épidémie de COVID-19 (2021)

En réponse à l'épidémie de COVID-19, la Mauritanie a collaboré avec l'OIM en 2021 afin de mobiliser des experts de la santé de la diaspora. L'initiative consistait à créer un cadre pour coordonner les efforts de mobilisation des ressources et de santé, en tirant parti des compétences et des réseaux de la diaspora afin de répondre aux besoins de santé urgents en Mauritanie. Les activités comprenaient la formation à destination du personnel de santé, le financement de fournitures médicales et des campagnes d'information pour sensibiliser le public. La collaboration a mis en évidence le rôle de la diaspora dans les crises sanitaires, promouvant les liens entre la Mauritanie et ses communautés de l'extérieur tout en démontrant l'engagement efficace de la diaspora dans la réponse d'urgence.

L'application Houwiyeti pour les documents d'état civil (2023)

L'application mobile Houwiyeti permet aux Mauritaniens de l'extérieur d'accéder en ligne à leurs principaux documents d'état civil, simplifiant ainsi la demande et le renouvellement de documents tels que des certificats de naissance, des cartes d'identité nationales et des passeports – lesquels peuvent être commandés via l'application pour être retirés auprès de représentations diplomatiques. En permettant aux utilisateurs de vérifier leur identité à l'aide d'un numéro de carte d'identité, l'application offre un accès pratique et sécurisé à des services essentiels pour la diaspora tout en réduisant les contraintes administratives de l'État.

L'association Halaybé

Basée près de Boghé en Mauritanie mais à cheval entre le Sénégal et la Mauritanie, l'association Halaybé a établi une entreprise agricole participative à travers la collaboration entre résidents locaux et membres de la diaspora. Ce projet, qui s'étend sur 10 hectares, est axé sur la production maraîchère et a été financé par le crowdfunding de la diaspora, permettant aux membres de la diaspora mauritanienne et sénégalaise originaires de la région d'acquérir des parts. Le projet a intégré une dimension intergénérationnelle, avec des membres de la diaspora plus jeunes nés en Amérique du Nord et en Europe réalisant des investissements.

Projet DIASDEV

Mis en œuvre en Mauritanie et dans cinq autres pays d'Afrique, le projet DIASDEV vise à mobiliser l'épargne de la diaspora pour le développement économique et à renforcer les capacités des Caisses des dépôts et consignations (CDC) dans les pays partenaires. Les activités du projet en Mauritanie comprennent la réalisation d'études visant à opérationnaliser les services financiers destinés à la diaspora. DIASDEV est un partenariat entre le Groupe AFD, Expertise France, la Caisse des dépôts française, le Forum des Caisses des dépôts (qui regroupe les Caisses des dépôts en Europe et en Afrique) et le Forum des diasporas.⁶

⁶ Expertise France, DIASDEV – Diaspora and Development, 27 October 2025. Available at: <https://www.expertisefrance.fr/en/projects/diasdev-diaspora-and-development> [Accessed 25 March 2026].



Observations

Les sections « observations » et « obstacles » contiennent des informations complémentaires sur le contexte d'engagement de la diaspora qui ne s'inscrivent pas directement dans les autres sections. Elles reposent sur un mélange de revue de la littérature et de commentaires des auteurs. De nouvelles informations y sont intégrées lors des mises à jour annuelles. Les lecteurs sont invités à vérifier la pertinence des informations au moment de la lecture, dans la mesure où le contexte peut avoir évolué.

Bien que la diaspora ait obtenu le droit de vote en 2009 et que la stratégie nationale de gestion de la migration qui a suivi un an plus tard ait abordé un certain nombre de questions liées à l'engagement de la diaspora, le travail de l'État sur le sujet semble sporadique et il existe peu de documentation accessible au public sur les initiatives. Il semble y avoir eu beaucoup d'activité depuis l'année 2017, qui a marqué le lancement du premier projet mis en œuvre par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) visant à faciliter le retour temporaire de professionnels de la diaspora. L'accent mis sur le retour temporaire s'est poursuivi dans les années qui ont suivi : entre 2019 et 2021, 19 membres hautement qualifiés de la diaspora ont effectué des retours temporaires en Mauritanie.⁷ En réponse à la pandémie de COVID-19, 12 de ces 19 experts étaient des professionnels de la santé qui ont appuyé le plan national de réponse à COVID-19 en facilitant les transferts de compétences vers du personnel médical et des institutions médicales, comblant les lacunes en matière d'expertise spécialisée comme les soins intensifs, et soutenant la mise en place d'un service d'aide médicale urgente.⁸

En 2021, toujours avec le soutien de l'OIM, le gouvernement a entamé un processus participatif pour élaborer une stratégie d'engagement de la diaspora⁹, bien qu'il ne soit pas clairement établi si cette stratégie a été adoptée à ce jour en 2025. Une Direction générale des Mauritaniens de l'étranger (DGME) a également été créée au sein du ministère des Affaires étrangères, et une unité a été mise en place au sein de l'Agence de promotion des investissements (APIM) pour accompagner la diaspora dans la création de petites et moyennes entreprises. Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a également tiré parti des initiatives de retour temporaire susmentionnées en organisant un Forum inaugural des chercheurs de la diaspora mauritanienne en 2023. L'année 2025 a été marquée par des efforts supplémentaires d'engagement de la diaspora, tels que des consultations avec la diaspora en Europe et en Belgique pour discuter de ses contributions au développement socio-économique de la Mauritanie, ainsi que l'annonce de l'organisation d'un forum pour les Mauritaniens de l'étranger.

Alors que la stratégie de la diaspora reste en suspens, le gouvernement a pris des mesures majeures, mais apparemment incohérentes, sur les droits fondamentaux de la diaspora. En 2021, il a levé un obstacle de longue date à l'engagement en permettant la double nationalité dans une loi qui interdisait dans le même temps aux membres de la diaspora de se présenter à des fonctions publiques. Entre-temps, même si des progrès significatifs ont été réalisés en autorisant le vote de la diaspora et en désignant cinq représentations parlementaires de la diaspora, le gouvernement n'a autorisé qu'un seul bureau de vote par continent lors des élections de 2024, provoquant la colère des nombreux membres de la diaspora incapables d'exercer leurs droits légaux.

7 République Islamique de Mauritanie, *Rapport National Volontaire sur l'État de Mise en Œuvre du Pacte Mondial pour des Migrations Sûres, Ordonnées et Régulières en Mauritanie*, mars 2022. Disponible sur : <https://migrationnetwork.un.org/system/files/docs/Mauritania%20-%20Rapport%20Volontaire%20National%20sur%20l%26%23039%3B%C3%A9tat%20de%20mise%20en%20oeuvre%20du%20Pacte%20Mondiale%20pour%20la%20Migration%20en%20Mauritanie%20%28Mars%202022%29.pdf> [Consulté le 7 novembre 2024].

8 République Islamique de Mauritanie, *Rapport National Volontaire sur l'État de Mise en Œuvre du Pacte Mondial pour des Migrations Sûres, Ordonnées et Régulières en Mauritanie*, mars 2022. Disponible sur : <https://migrationnetwork.un.org/system/files/docs/Mauritania%20-%20Rapport%20Volontaire%20National%20sur%20l%26%23039%3B%C3%A9tat%20de%20mise%20en%20oeuvre%20du%20Pacte%20Mondiale%20pour%20la%20Migration%20en%20Mauritanie%20%28Mars%202022%29.pdf> [Consulté le 7 novembre 2024].

9 République Islamique de Mauritanie, *Rapport National Volontaire sur l'État de Mise en Œuvre du Pacte Mondial pour des Migrations Sûres, Ordonnées et Régulières en Mauritanie*, March 2022. Available at: <https://migrationnetwork.un.org/system/files/docs/Mauritania%20-%20Rapport%20Volontaire%20National%20sur%20l%26%23039%3B%C3%A9tat%20de%20mise%20en%20oeuvre%20du%20Pacte%20Mondiale%20pour%20la%20Migration%20en%20Mauritanie%20%28Mars%202022%29.pdf> [Accessed 7 November 2024].

Sur la scène nationale, tandis que le pays développe ses secteurs extractifs au fil des années, une politique de « mauritanisation » de l'emploi est menée pour privilégier l'emploi de la main-d'œuvre domestique. Cela a conduit des entreprises internationales opérant dans ces secteurs à rechercher des talents de la diaspora, face aux défis rencontrés pour embaucher des talents qualifiés au niveau national, même si quelques-unes se sont heurtées à des obstacles à l'embauche d'expertise de la diaspora en raison de certains processus d'embauche dirigés par l'État auxquels elles doivent se conformer.

Obstacles



- **Coordination limitée entre les agences gouvernementales :** La DGME est chargée de coordonner l'engagement de la diaspora, bien que plusieurs autres agences et départements gouvernementaux, dont la Direction Générale de l'Emploi (qui dispose d'une unité chargée de l'engagement de la diaspora), le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et l'Agence de promotion des investissements, aient également des rôles nominaux ou aient mis en œuvre des initiatives d'engagement. Cependant, la DGME ne semble pas encore avoir apporté de la visibilité ou de la cohésion aux activités disparates de l'État en matière d'engagement de la diaspora. En conséquence, l'engagement de la diaspora reste fragmenté et parcellaire, souvent limité à des projets soutenus par d'autres partenaires.
- **Absence d'interface claire entre l'État et la diaspora :** La communication entre l'État mauritanien et sa diaspora reste sporadique et dépendante de canaux informels, les représentants officiels étant souvent difficilement accessibles aux personnes sans réseaux privilégiés. De nombreux membres de la diaspora ignorent l'existence de la DGME. Par ailleurs, les services consulaires ne sont pas suffisamment développés pour aborder les besoins de la diaspora à l'étranger ou servir d'interfaces en personne essentielles afin d'établir un lien de confiance avec la diaspora.
- **Limites de la politique de recrutement nationale :** La croissance récente de l'économie mauritanienne, en particulier avec des projets de gaz offshore et le nouvel intérêt pour l'hydrogène vert, a stimulé la demande en compétences spécialisées dans des domaines tels que les TIC, la gestion de projets ainsi que le pétrole et le gaz. Cependant, les entreprises internationales ont eu du mal à trouver une expertise locale adéquate telle que l'exige la politique de « mauritanisation » de l'État. Certaines ont essayé d'attirer des membres qualifiés de la diaspora, dans l'espoir de combler ces lacunes, mais ces efforts ont souvent été menés indépendamment, sans implication formelle de l'État. La politique gouvernementale vise à canaliser une grande partie de l'emploi au sein de ces secteurs par l'intermédiaire de l'agence nationale de l'emploi dirigée par l'État (TECHGHIL), et a précédemment empêché des entreprises d'embaucher des membres de la diaspora non inscrits auprès de TECHGHIL (les citoyens de l'extérieur pourraient s'inscrire auprès de TECHGHIL mais les membres de la diaspora sans citoyenneté mauritanienne ne sont pas éligibles).
- **Obstacles pratiques à l'exercice du vote de la diaspora :** Comme décrit ci-dessus, la participation politique des Mauritaniens de l'extérieur reste limitée en raison de contraintes de ressources.¹⁰ Bien que la loi organique de 2009-002 garantisse le droit de vote dans tout pays où sont établis au moins 100 Mauritaniens,¹¹ lors des élections de 2024, le gouvernement a limité la couverture des bureaux

10 Afrik.com, *Mauritanie: la diaspora privée du droit de voter*, avril 2024. Disponible sur : <https://www.afrik.com/mauritanie-la-diaspora-privee-du-droit-de-voter> [Consulté le 7 novembre 2024].

11 IRA France-Mauritanie, *Des Mauritaniens Empêchés de Voter*, 17 mai 2024. Disponible sur : <https://irafrance-mauritanie.org/2024/05/17/des-mauritaniens-empeches-de-voter/> [Consulté le 7 novembre 2024].

de vote à 1 par continent.¹² Cette décision a empêché d'importantes communautés de la diaspora, comme celles du Sénégal et du Mali, d'exercer leurs droits civiques.

- **Données limitées :** Le gouvernement mauritanien manque de données sur sa diaspora, notamment leurs pays de résidence, leurs compétences et la dynamique communautaire, bien que des recherches initiales aient été menées pour identifier les Mauritaniens dans des régions comme l'Afrique centrale, les États du Golfe, l'Europe et l'Amérique du Nord. Les données existantes semblent se limiter à des exercices de cartographie menés par des organisations internationales telles que l'OIM et le GRDR qui datent maintenant de plus de cinq ans.¹³¹⁴ La diaspora mauritanienne est dispersée géographiquement et s'organise souvent autour de réseaux de villages ou régionaux, ce qui conduit à des interactions informelles et localisées plutôt qu'à un engagement structuré avec les autorités étatiques. Les projets de développement initiés par les membres de la diaspora dans leur région d'origine sont généralement menés indépendamment des autorités gouvernementales, parfois avec le soutien d'organisations internationales, ou par le biais de réseaux familiaux et communautaires informels.

¹² Afrik.com, *Mauritanie: la diaspora privée du droit de voter*, avril 2024. Disponible sur : <https://www.afrik.com/mauritanie-la-diaspora-privee-du-droit-de-voter> [Consulté le 7 novembre 2024].

¹³ Organisation internationale pour les migrations, *Cartographier la diaspora mauritanienne*, janvier 2016. Disponible sur : <https://www.iom.int/sites/g/files/tmzbd1486/files/country/docs/mauritania/OIM-Mauritanie-Cartographier-la-Diaspora-Mauritanienne-Janvier-2016.pdf> [Consulté le 7 novembre 2024].

¹⁴ GRDR Migration-Citoyenneté-Développement, *Étude Mapping sur la Diaspora Mauritanienne en Europe*, janvier 2018. Disponible sur : <https://grdr.org/l-etude-mapping-sur-la-diaspora-mauritanienne> [Consulté le 7 novembre 2024].

Annexe: Liste des acteurs

Explorez l'institutionnalisation de l'engagement des diasporas à travers le monde grâce à la [typologie de plus de 520 institutions](#)



Institutions liées à la diaspora

- **Au niveau régional**

Direction des citoyens de l'Union africaine et de la diaspora AU CIDO

La Mauritanie désigne un point focal de la diaspora pour représenter la Mauritanie dans le cadre des réunions continentales de la Direction des citoyens de l'Union africaine et de la diaspora (AU CIDO), qui s'efforce de coordonner la politique de la diaspora dans l'ensemble des États membres de l'UA.

- **Institutions nationales**

- Au niveau ministériel

Ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération et des Mauritaniens de l'Extérieur 1960

Le ministère est chargé de la politique étrangère et des relations internationales de la Mauritanie. Il supervise la Direction Générale des Mauritaniens de l'Extérieur, qui coordonne l'engagement de la diaspora. Il se compose d'un ministre-délégué chargé des Mauritaniens de l'Extérieur¹⁵ ainsi que d'une Direction Générale des Mauritaniens de l'Extérieur.

Ministère de l'Intérieur, de la Promotion de la Décentralisation et du Développement Local 1960

Le ministère supervise la sécurité intérieure, l'administration publique et la gouvernance locale en Mauritanie. Il est chargé de la conception, de la coordination et de la mise en œuvre de plans et de stratégies liés à la migration, dont certains aspects relatifs à l'engagement de la diaspora.

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique MESRS 2007

Dans le cadre de ses responsabilités en matière de promotion de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique en Mauritanie, le MESRS a lancé en 2017, avec l'appui de l'OIM, un portail pour l'engagement de la diaspora (aujourd'hui disparu),¹⁶ et a organisé un forum pour les chercheurs de la diaspora en 2023.

- Au niveau sous-ministériel

Direction Générale des Mauritaniens de l'Extérieur DGME (Unité au sein du ministère)

La DGME est le département du ministère des Affaires étrangères chargé de coordonner les efforts en matière d'engagement de la diaspora.

¹⁵ Agence Mauritanienne d'Information, *Ministre Délégué auprès du Ministère des Affaires étrangères : D'importantes réalisations ont été accomplies au profit des Communautés*, 16 mai 2024. Disponible sur : <https://ami.mr/fr/archives/246137> [Consulté le 7 novembre 2024].

¹⁶ Organisation internationale pour les migrations, *L'OIM lance un portail pour localiser la diaspora mauritanienne*, 28 mai 2018. Disponible sur : <https://www.iom.int/fr/news/loim-lance-un-portail-pour-localiser-la-diaspora-mauritanienne> [Consulté le 7 novembre 2024].

Direction Générale de l'Emploi (Unité au sein du ministère)

La Direction Générale de l'Emploi fait partie du ministère de l'Autonomisation de la Jeunesse, de l'Emploi, des Sports et du Service civique et est chargée du placement de travailleurs migrants mauritaniens à l'étranger. Elle comprend une division responsable de services liés à l'emploi rendus à la diaspora, mais cette division n'a pas encore mis en œuvre d'activités spécifiques liées à la diaspora.

Agence de Promotion des Investissements en Mauritanie APIM 2021 (Sous-ministère)

Créée par le décret n° 2021-017 en tant qu'établissement public sous la tutelle du ministère des Affaires économiques et de la Promotion des secteurs productifs,¹⁷ l'APIM a un service qui se consacre à attirer l'investissement de la diaspora. L'APIM aurait pris des mesures pour permettre la création d'entreprises en ligne, tout en s'engageant auprès des communautés de la diaspora lors de leurs affectations à l'étranger.

Organisations de la diaspora en Europe

Agir pour Sélibabi 2017 France

Activités de développement

Créée à l'origine sous le nom d'« Initiative pour le développement de Sélibabi » en 1995, cette association s'est réorganisée sous la dénomination ARSEF en 2010, puis est devenue Agir pour Sélibabi en 2017. Elle fédère la diaspora sélibabi pour mettre en œuvre des projets à destination de la communauté, axés sur la jeunesse, l'eau, l'assainissement, l'agriculture et la lutte contre la radicalisation. En France, l'association soutient les familles et propose des cours de soutien scolaire aux élèves en difficulté, tandis qu'un projet d'assainissement est en cours en Mauritanie.

Pour en savoir plus sur les organisations de diaspora, consultez le « Qu'est-ce qu'une organisation de la diaspora ? Un guide de référence »



Asociación de émigrantes mauritanos de Hassi-Chaggar en España 2008 Espagne (Andalousie)

Activités de développement

L'association fournit un fonds de sécurité pour les villageois, couvrant les frais liés au rapatriement, aux obsèques et à d'autres besoins.

Asociación de los jovers de Diaguily para education, desarrollo y agricultura (AJDEDA) 2002 Espagne (Catalogne)

Activités de développement

AJDEDA envoie régulièrement des médicaments en Mauritanie par le biais d'expéditions organisées par la communauté. Elle soutient également des activités agricoles dans le village d'origine.

¹⁷ Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie, n° 1482, 30 mars 2021. Disponible sur : <https://www.msgg.gov.mr/sites/default/files/2021-04/J.O.%201482F%20DU%2030.03.2021.pdf> [Consulté le 7 novembre 2024].

Asociación de Mujeres de Mauritania 2009 Espagne (Catalogne)

Activités d'intégration

Basée en Catalogne, cette association, en cours de restructuration, soutient des initiatives économiques en faveur des femmes dans des régions comme Mollet del Vallès. Elle organise des événements et gère un fonds de solidarité féminine, créant des espaces pour que les femmes de Mauritanie et d'ailleurs puissent se mettre en relation, partager leurs expériences et s'autonomiser mutuellement.

Asociación Mauritania para el desarrollo y antirracista 2006 Espagne (Catalogne)

Activités d'intégration

Axée sur l'échange interculturel et l'intégration, cette association collabore avec les gouvernements locaux pour favoriser les discussions communautaires, soutenir l'aide sociale publique et collaborer avec d'autres associations dans les domaines du bien-être public.

Association Bagodine Yakaré Belgique 2010 Belgique (Bruxelles)

Activités d'intégration

Activités de développement

Cette association promeut la solidarité au sein de la communauté de Bagodine, en organisant des rassemblements et des activités de soutien financier. Elle collecte également des fonds par le biais d'événements culturels, dont les recettes sont destinées à des projets de développement dans le village.

Association Bouillyenne pour le Développement et l'Insertion 1997 France (Aubervilliers)

Activités d'intégration

Activités de développement

Opérant à la fois en France et en Mauritanie, l'ABDI se concentre sur les soins de santé, l'éducation et les infrastructures rurales en Mauritanie. En France, elle soutient l'intégration de la diaspora à travers des services d'orientation et des visites à domicile, en mettant l'accent sur les personnes nées à l'étranger.

Association communale de Khabou en France 2004 France

Activités de développement

Fondée pour mettre en commun les ressources de la diaspora dans les villages dans le besoin, cette association travaille en partenariat avec le gouvernement local de Khabou. Les projets se concentrent sur l'éducation, l'eau, l'assainissement et les soins de santé, avec un engagement auprès des autorités mauritaniennes et sept associations villageoises.

Association de développement de Haimedatt 1999 Belgique (Bruxelles)

Activités d'intégration

Activités de développement

L'association a financé la construction d'installations essentielles comme une école, un cimetière et un dispensaire pour Haimedatt. En Belgique, elle promeut la solidarité entre villageois, organisant des rencontres et mettant en commun les ressources pour poursuivre les efforts de développement.

Association des femmes de Djéol en France 2005 France (Noisy-Le-Sec)

- ☑ **Activités d'intégration**
- ☑ **Activités de développement**

Cette association soutient à la fois des projets mauritaniens et des familles de la diaspora en France, en organisant des événements pour enfants et des collectes de fonds. Les activités comprennent des célébrations de Journée de la femme, des événements sportifs et des ventes caritatives. Les recettes aident à financer des projets d'éducation et de soins de santé en Mauritanie.

Association des femmes du Dafort en France (AFDF) 1991 France

- ☑ **Activités de développement**

L'AFDF rassemble des fonds pour soutenir des projets de femmes à Dafort, notamment la construction et l'équipement d'un centre de maternité, dans le but d'améliorer la santé et le bien-être dans le village.

Association des femmes du Guidimakha en France (KAFFO) 2000 France

- ☑ **Activités d'intégration**
- ☑ **Activités de développement**

KAFFO représente les femmes de 44 villages de Guidimakha, en mettant l'accent sur l'intégration et en contribuant à des initiatives de développement à Guidimakha. En plus d'organiser des événements culturels, KAFFO collabore à des projets de développement dans la région d'origine.

Association des Mauritaniens de Rouen 2005 France (Rouen)

- ☑ **Activités d'intégration**

Axée sur le soutien des nouveaux arrivants, cette association a pour mission principale l'aide sociale, le développement des liens communautaires à travers des événements annuels pour la diaspora mauritanienne à Rouen et la promotion de l'entraide.

Association des ressortissants de Arr (ARA) 1975 France (Rouen)

- ☑ **Activités d'intégration**
- ☑ **Activités de développement**

L'ARA a initié des projets dans les domaines de l'éducation et de la santé, notamment la construction d'écoles et de centres de santé en Mauritanie. En France, elle organise des événements sportifs, comme des tournois de football, afin de collecter des fonds pour le développement continu de la communauté.

Association des ressortissants de Talhaya en France (ARTF) 2006 France

- ☑ **Activités de développement**

L'ARTF s'engage dans le développement de projets d'éducation et de soins de santé.

Association Fouta Vallé Développement (Fouta Dev) 2017 Espagne (Catalogne)

☑ Activités de développement

Fouta Dev collecte des fonds et mobilise des experts pour des projets dans les domaines de l'agriculture, de la gestion de l'environnement et de la réponse en cas de crise dans la région de Guidimakha.

Association pour la promotion de la langue et de la culture Soninké (APS) 1979 France (Saint-Denis)

☑ Activités d'intégration

L'APS promeut la langue et la culture soninké par l'alphabétisation, le soutien scolaire et l'assistance administrative. Elle organise le Festival international Soninké, célébrant l'héritage soninké à travers différents pays.

Association pour le développement, l'éducation et la santé (ADES) 2016 France

☑ Activités d'intégration

☑ Activités de développement

L'ADES accompagne les Mauritaniens en France dans leur intégration tout en soutenant des projets dans les domaines des soins de santé et de l'accès à l'eau en Mauritanie. L'association compte parmi ses initiatives un projet de centre de santé à Niabina.

Association sportive et culturelle des jeunes de Wompou à Marseille 2016 France (Marseille)

☑ Activités d'intégration

☑ Activités de développement

Cette association collabore avec son homologue de village pour promouvoir l'éducation des jeunes et décourager la migration dangereuse. Elle organise des événements culturels et sportifs, soutenant à la fois l'intégration et le développement communautaire au sein de Marseille.

Ensemble pour l'Espoir et le Développement (L'EED) 2015 France (Aubervilliers)

☑ Activités d'intégration

☑ Activités de développement

L'EED a pour objectif d'améliorer les conditions de vie et de promouvoir le développement durable en Mauritanie, en soutenant des projets pilotes d'assurance maladie, la revitalisation agricole et des initiatives en matière d'éducation dans le pays. En France, l'association se concentre sur l'insertion sociale.

Fédération des associations du Gorgol en France (FAGOF) 2006 France (Cesson)

☑ Activités de développement

La FAGOF organise et unifie des associations de village de la diaspora du Gorgol, facilitant la collaboration avec des gouvernements et des ONG locaux en Mauritanie. La FAGOF soutient l'éducation de village à travers des initiatives technologiques et organise des transferts de compétences entre jeunes en France et en Mauritanie.

Femmes du Développement du Guidimakha en France (FEDDE) 2017 France

- ☑ Activités d'intégration
- ☑ Activités de développement

La FEDDE vise à autonomiser économiquement les femmes par le biais de l'agriculture, des soins de santé, de la préservation de l'environnement et de la défense des droits. Elle donne la priorité à la coordination et au soutien structurel de coopératives dirigées par des femmes.

Réseau des associations mauritaniennes en Europe (RAME) 2004 France (Paris)

- ☑ Activités d'intégration
- ☑ Activités de développement

Le RAME a été fondé par des associations mauritaniennes en Europe cherchant à amplifier le rôle de la diaspora à la fois dans le développement de la Mauritanie et dans leurs communautés de résidence en Europe. Le réseau coordonne les efforts à travers l'Europe, promouvant la reconnaissance des contributions des migrants au développement durable. Les principaux objectifs du RAME sont triples : premièrement, fédérer et renforcer les associations mauritaniennes, en mettant en commun leurs ressources pour créer une voix plus cohérente et unifiée ; deuxièmement, favoriser les dialogues interculturels et intergénérationnels entre l'Europe et la Mauritanie ; et troisièmement, plaider en faveur du développement de la Mauritanie à travers l'engagement de la diaspora, notamment des contributions financières et des transferts de compétences. Le RAME facilite des projets qui couvrent l'intégration locale, la sensibilisation culturelle, le développement professionnel et l'établissement de partenariats avec les autorités mauritaniennes.

Réseau Diaspora RIM 2016 France

- ☑ Activités d'intégration
- ☑ Activités de développement

Créée par des jeunes de la diaspora mauritanienne, le Réseau Diaspora RIM promeut l'entrepreneuriat au sein de la diaspora, en mettant l'accent sur l'intégration des nouveaux arrivants et le réinvestissement en Mauritanie à travers des concours et des formations pour les entrepreneurs en herbe.

Union des associations de Guidimakha en France (UAGF) 1991 France

- ☑ Activités d'intégration
- ☑ Activités de développement

L'UAGF unifie 47 associations de village, fournissant un soutien structurel et agissant tel un pont au développement avec la Mauritanie. L'UAGF aide les associations à coordonner des projets, abordant des besoins locaux allant de l'accès à l'eau à la dotation de personnel de soins de santé.

Recherche originale :
Loksan Harley
Révision et mise à jour :
EUDiF (2026)

Mis en oeuvre par



Financé par
l'Union européenne



Pour plus d'informations, visitez le site www.diasporafordevelopment.eu

Nous remercions M. Ibrahima Ndao du Centre Populations et Développement, la Direction de l'Emploi (gouvernement de Mauritanie), l'Organisation internationale pour les migrations, le Mauritanian British Business Council et le Réseau des associations mauritaniennes en Europe, qui ont partagé leurs perspectives lors des recherches pour cette Fiche Pays.